

SALON PRO OBJECTIF D

Base réglementaire et actualités dans le domaine des déchets

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Un déchet ...

La notion de déchet constitue **la clé de voûte** de toute la réglementation applicable aux déchets

La qualification de « déchet » détermine **la réglementation applicable** : application de la réglementation relative aux produits ou réglementation relative aux déchets.

La notion de déchet est **complexe** : plusieurs listes « déchets » et plusieurs classifications

Qu'est-ce qu'un déchet ?

Article L541-1-1 du Code de l'environnement :

toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ;

Classification des déchets

Déchets non dangereux non inertes (DNDNI)

- Déchets ménagers et assimilés (DMA)
 - Déchets municipaux
 - Déchets ménagers (ou ordures ménagères [OM])
 - Déchets Ménagers Recyclables
 - FFOM : (Fraction fermentescible des OM)
 - Biodéchets : déchets alimentaires et déchets verts
 - OMR : Ordures Ménagères Résiduelles
 - Déchets occasionnels non dangereux (monstres, textiles, inertes, ...)
 - DDM : Déchets Dangereux des Ménages
 - Déchets Non Dangereux des activités économiques
 - Déchets (non dangereux) des Activités Economiques (DAE)

Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI)

Déchets Dangereux des activités économiques

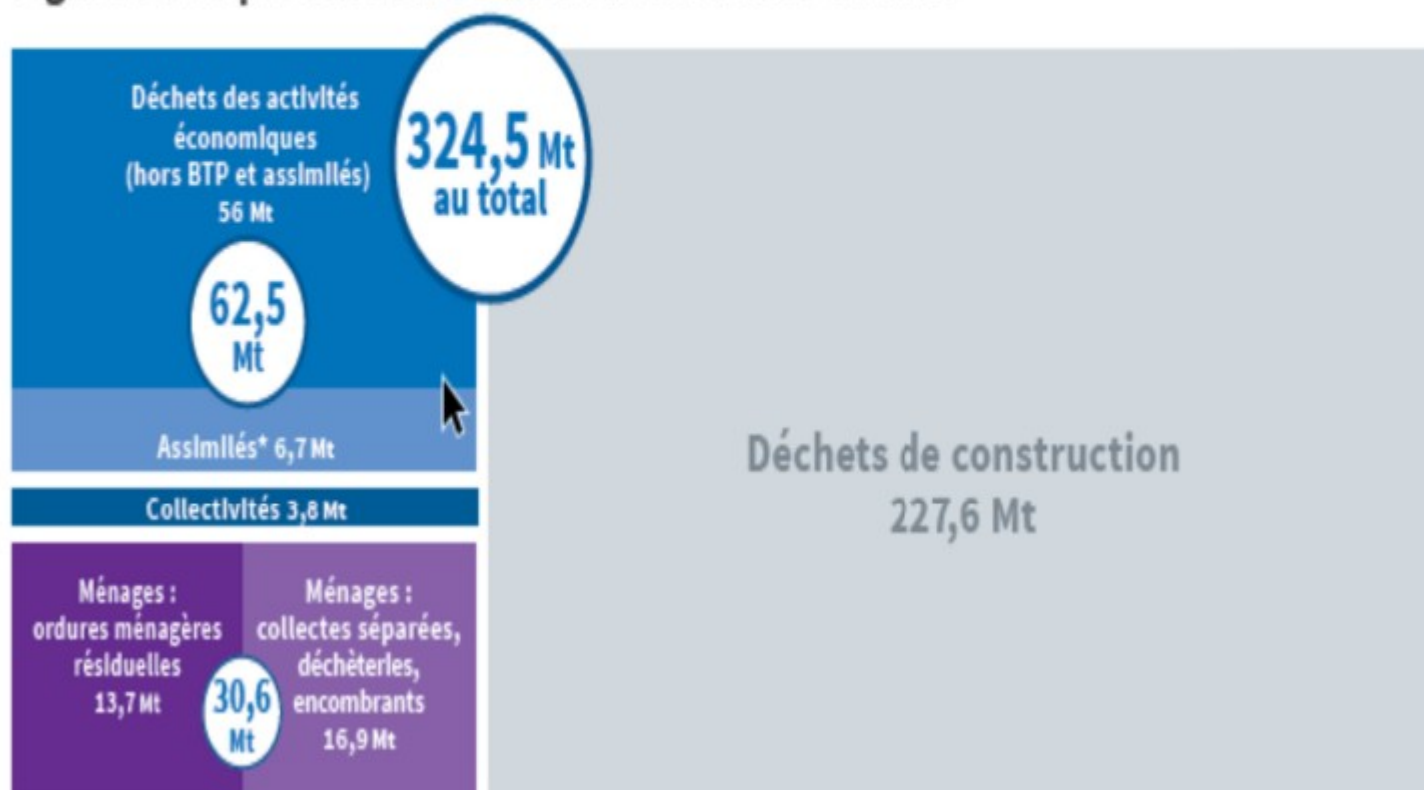
Déchets du BTP (déchets inertes principalement)

Panorama des déchets en France

La production française de déchets : 324 millions de tonnes en 2015

> Part des différents secteurs dans la production des déchets en France

Figure 5 : La production de déchets en France en 2015



* Déchets des activités économiques (DAE) collectés par le service public

Source : ADEME, RSD, 2014 - Enquête Collecte 2015 - Estimations IN NUMERI

LES FILIERES REP

Ce principe repose sur l'idée que le producteur d'un produit devrait être responsable d'un point de vue opérationnel et/ ou financier

La REP s'appuie sur le principe du « pollueur-payeur » qui doit permettre d'internaliser les coûts de la pollution :

Deux composantes sont comprises dans le principe de la responsabilité du producteur :

- > L'incitation économique permettant d'agir tant sur la prévention des déchets que sur le comportement des acteurs (consommateurs)
- > Le financement d'un service à la collectivité, c'est-à-dire la gestion des déchets

REP EUROPEENNES TRANSPPOSITION FRANCAISE

VHU
DEEE (dont panneaux photovoltaïques)
Piles et accumulateurs

REP FRANCAISE REGLEM. PRODUITS EUROPEENNES

- Emballages ménagers
- Fluides Frigorigènes Fluorés
- Médicaments
- (Lubrifiants)

REGLEMENTATION REP FRANCAISE

- Pneus
- Papiers graphiques
- Textiles
- DASRI
- Ameublement
- Déchets diffus spécifiques
- Bouteilles de gaz

REP FRANCAISE VOLONTAIRE

- Emballages de produits phytopharmaceutiques et produits non utilisable
- Films agricoles
- Emballages fertilisants et amendements
- Emballages de semences et plans
- Mobil-Home
- Cartouches d'impression professionnelles
- Cartouches d'impression d'origine ménages

Producteur / détenteur : responsabilités

Le producteur des déchets : Toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets)

Le détenteur des déchets : le producteur de déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets

Responsables jusqu'à l'élimination ou la valorisation finale des déchets

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »

Obligations, règles générales

Des règles générales...

Responsabilité du producteur ou du détenteur jusqu'à l'élimination ou la valorisation finale du déchet (art. L. 541-2) :

Respect de la hiérarchie des modes de traitement

Des obligations ...

- Connaissance du déchet (art. L. 541-7-1)
- Transmission de l'information à l'administration (art. L. 541-7)
- Transport spécifique en fonction du type et des quantités de déchet (L. 541-8)
- Obligations en matière de transfert transfrontalier de déchet
- Registre de suivi des déchets : registre de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets

LE BSD

BORDEREAU de SUIVI des DECHETS (DANGEREUX)

Emission d'un BSD quelque soit la quantité de DD qui accompagne le déchet.

Durée de conservation : 5 ans et 3 ans pour le transporteur.

Exclusions d'émission d'un BSD

Déchets non concernés : DEEE, piles et accumulateurs, huiles usagées (ramasseur agréé),VHU, déchets dangereux déposés dans une déchetterie ou remis à un collecteur de déchets dangereux en petite quantité, déchets des ménages.

Pas de BSD obligatoire pour les déchets non dangereux

BSD spécifique pour les déchets amiantés et les déchets de fluides frigorigènes, les déchets d'activités de soins à risque infectieux et assimilés, les déchets d'amalgames dentaires, les déchets très faiblement radioactifs, les VHU, les terres excavées réutilisables

**À remplir par l'émetteur
du bordereau**

**À remplir par le
collecteur /
transporteur**

Déclaration générale de l'émetteur du bordereau

**À remplir par
l'installation de
destination**

décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
arrêté du _____ fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° : <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant réalisé une transformation ou un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur	
1. Émetteur du bordereau N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____ N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D.R.) : _____
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle : _____	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) : _____ Nombre de colis : _____	
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne (s) : _____	7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Récépissé N° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____
- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -	
8. Collecteur-transporteur N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	Récépissé N° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : / / Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -	
9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : / /	
- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -	
10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____ Signature : _____ Signature et cachet : _____ Date : / /	11. Réalisation de l'opération : Code D.R. : _____ Description : _____ Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : / / Signature et cachet : _____
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné du formulaire CERFA n° 12571*01). Traitement prévu (code D.R.) : _____ N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____	

L'original du bordereau suit le déchet

**Indiquer le numéro de
Certificat d'Acceptation
Préalable (CAP), délivré
par l'installation de
destination le cas échéant**

Selon nomenclature des déchets

Code traitement (DX, RX)

Indiquer traitement ultérieur prévu à l'opération du cadre 11

Biodéchets

« tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Principale obligation : Les producteurs ou les détenteurs d'une quantité importante de déchets composés majoritairement de biodéchets sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation (art. R.543-226 Code env.)

En 2012, l'obligation concernait les professionnels qui produisent plus de 120 tonnes par an de biodéchets ou plus de 1500 litres par an d'huiles alimentaires usagées. Depuis le 1er janvier 2016, ce sont **les professionnels produisant plus de 10 tonnes par an de biodéchets**, et de 60 litres par an pour les huiles, qui sont concernés.

Loi TECV : généralisation du tri à la source des déchets organiques pour tous les producteurs de déchets avant 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés.

Déchets de papier, métal, plastique, verre et bois

Depuis le 1^{er} juillet 2016 : **obligation de tri à la source et de collecte séparée** des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois

Applicable aux **producteurs ou détenteurs** de déchets composés majoritairement en masse **de papier, de métal, de plastique, de verre ou de bois** => y compris le carton => y compris les papiers de bureau ;

Applicable aux **activités économiques, y compris les administrations, collectivités locales** ..., qui produisent plus de 1100 l de déchets l semaine (tous déchets confondus);

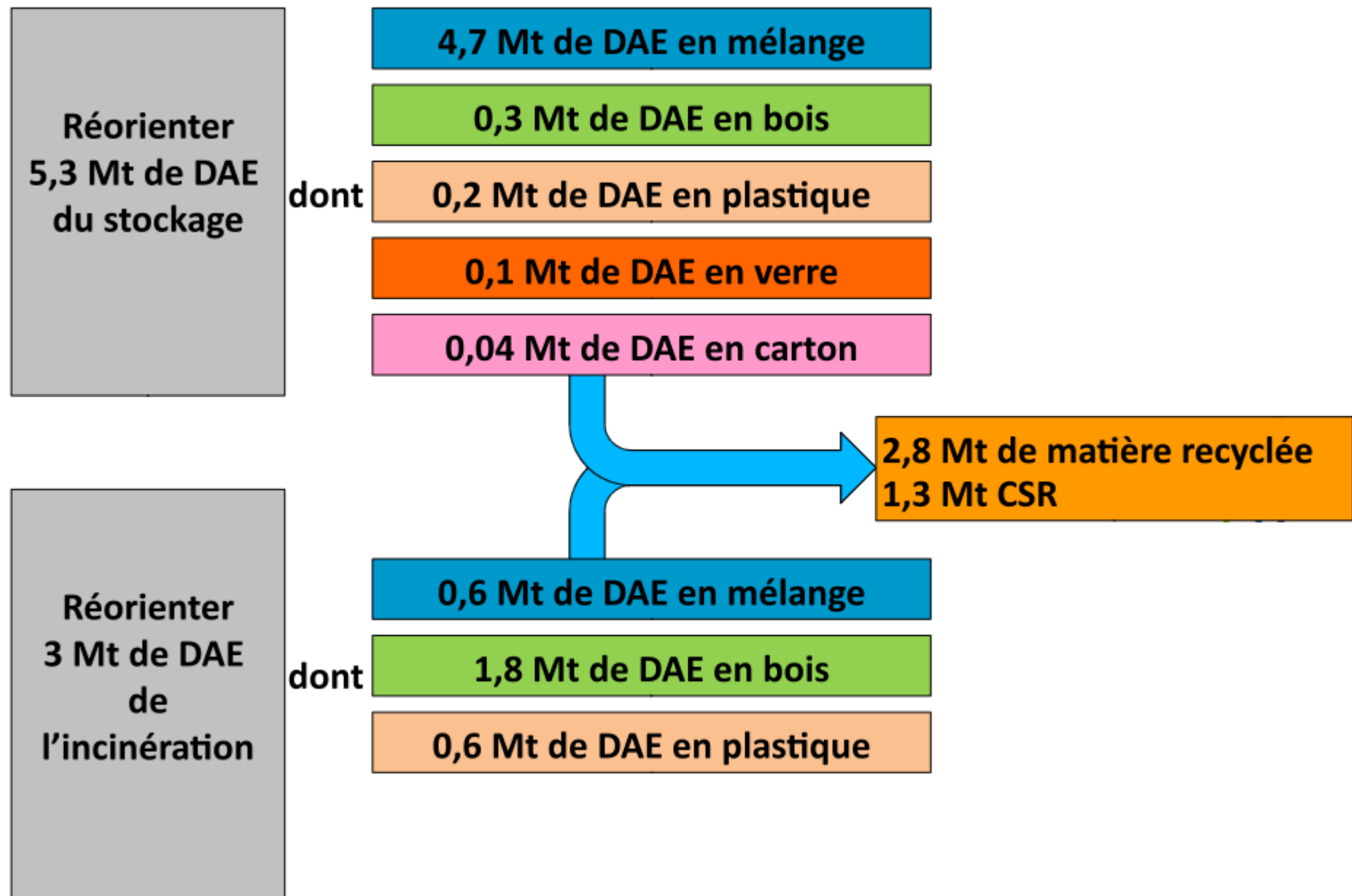
Applicable aux activités économiques ..., qui produisent **moins de 1100 l de déchets** par semaine (tous déchets confondus) **mais ne les remettent pas** au service public de gestion des déchets;

Applicable aux activités économiques, installés sur une même implantation, desservis par le même prestataire de gestion des déchets, qui produisent ensembles plus de 1100 l de déchets semaine (tous déchets confondus);

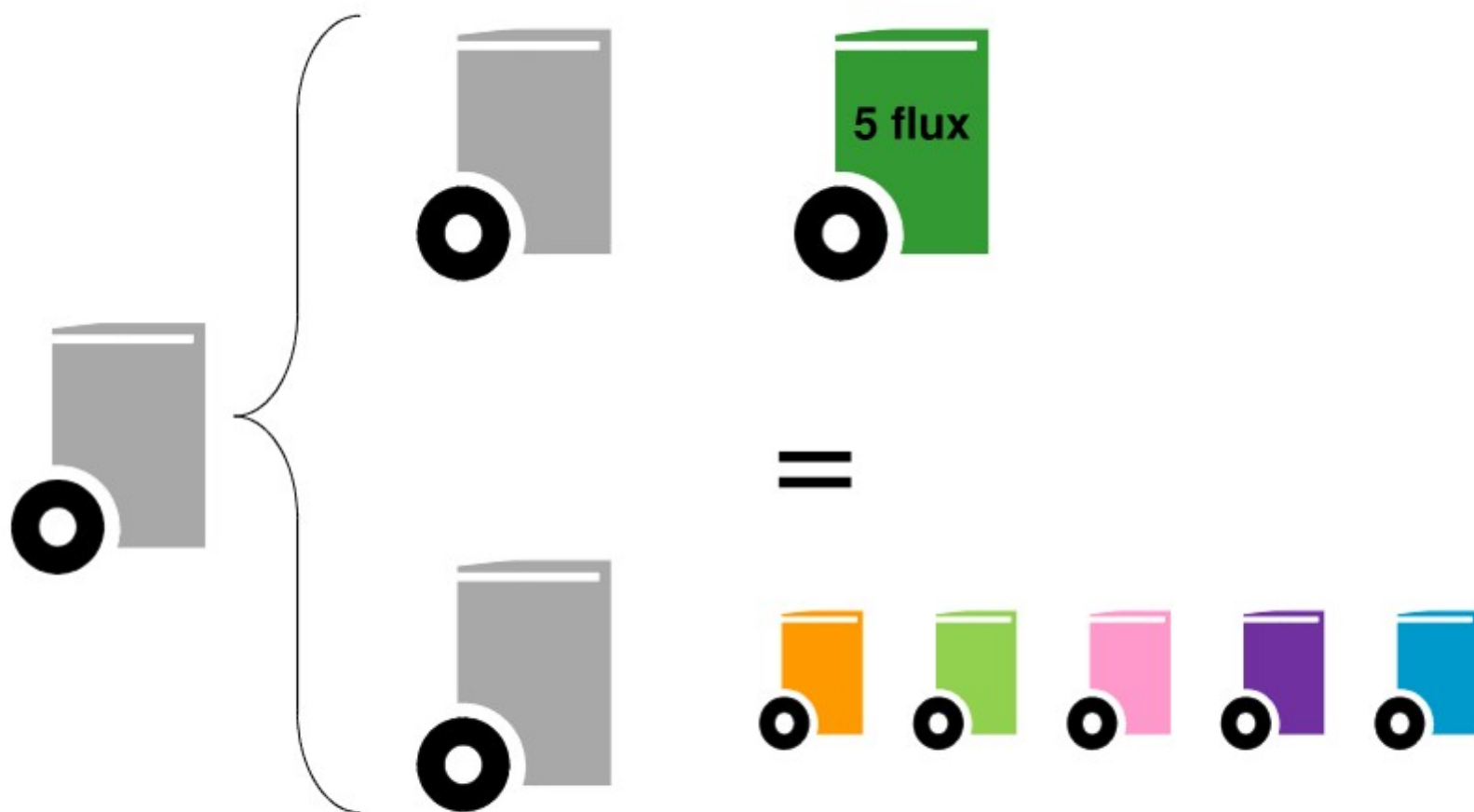
N'est pas applicable aux ménages;

N'est pas applicable aux collectivités dans le cadre du service public de gestion des déchets.

Les enjeux quantitatifs du tri des DAE

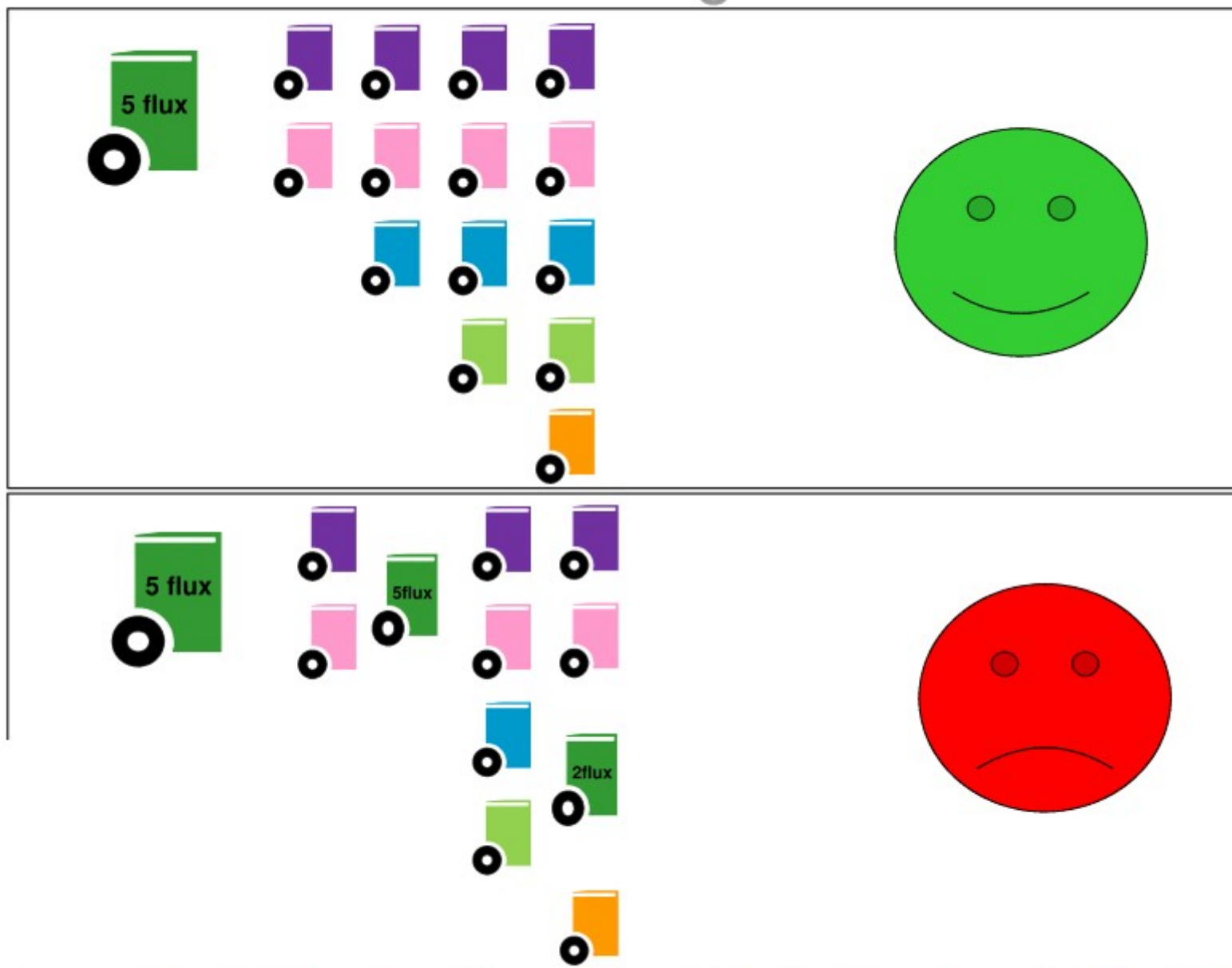


L'obligation de tri et de collecte séparée



Uniquement une obligation de tri à la source et de collecte séparée
→ Pas d'exigence portant sur le nombre de bac à utiliser
→ Possibilité de tri ultérieur

L'interdiction de mélange des DAE triés



**Interdiction de mélanger des déchets n'ayant pas fait l'objet
d'un même type de tri**

Valorisation des déchets triés

Les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre ou de bois sont :

- Directement **valorisés** par leur producteur / détenteur ;
- Cédés à un **exploitant d'installation de valorisation** ;
- Cédés un **intermédiaire** assurant une activité de **collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets**.

Dans tous les cas, l'exploitant d'installation ou l'intermédiaire délivre chaque année, avant le 31 mars, au producteur / détenteur une attestation de valorisation mentionnant :

- Les quantités de déchets leur ayant été confiées;
- La nature des déchets (papier, de métal, de plastique,) ;
- La destination de valorisation finale.

Le cas des papiers de bureau

Les papiers de bureau sont du papier => **le tri des papiers de bureau est obligatoire lorsque le « tri 5 flux » doit s'appliquer.**

Dans les autres cas la logique du « tri 5 flux » est conservée aux détails des critères d'assujettissement et des dates d'entrée en vigueur :

- 1er juillet 2016, sur les implantations regroupant plus de 100 personnes ;
- 1er janvier 2017, sur les implantations regroupant plus de 50 personnes ;
- 1er janvier 2018, sur les implantations regroupant plus de 20 personnes ;
- 1er juillet 2016, sur les implantations regroupant plus de 20 personnes des administrations publiques de l'Etat et établissements publics de l'Etat.

MERCI DE VOTRE
ATTENTION.

DES
QUESTIONS ?